

Campagne mondiale pour l'éducation

Document d'orientation sur les domaines prioritaires du plan stratégique 2023-2027

L'éducation en situations d'urgence et de crise

1. Contexte

Une série d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme traitent du droit à l'éducation en situations d'urgence, avec des obligations contraignantes claires pour les États, comme le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention internationale de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte sociale européenne, les principes directeurs de l'ONU sur le déplacement interne, le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, les lignes directrices de Lucens pour la protection des écoles et des universités, la stratégie continentale pour l'éducation de l'Union africaine et le protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels.

En ce qui concerne les réfugiés, la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, la Convention relative au statut des réfugiés et son protocole, ainsi que la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille réitèrent le droit au choix de l'éducation et l'obligation pour les États contractants d'accorder aux réfugiés le même traitement qu'aux ressortissants nationaux en ce qui concerne « l'enseignement élémentaire » et d'assurer « l'égalité des chances » pour ce qui est de l'enseignement non élémentaire. En outre, selon le Comité des droits de l'enfant (Observation générale n° 6), l'égalité de traitement, indépendamment de la nationalité, du statut d'immigration ou de l'apatridie, devrait également être garantie aux enfants non accompagnés et séparés.

Les conflits et les situations d'urgence liées au changement climatique laissent des millions de personnes déplacées, de réfugiés et de demandeurs d'asile sans possibilité de jouir de leur droit à l'éducation. Au niveau mondial, selon Education Cannot Wait¹, les urgences climatiques ont un impact sur l'éducation de 40 millions d'enfants chaque année. Dans le monde, 222 millions de filles et de garçons vulnérables sont touchés par des conflits, des catastrophes climatiques, des déplacements forcés et des crises prolongées. Ils ont besoin d'un soutien urgent pour exercer leur droit à l'éducation.

D'autres sources indiquent que le nombre d'enfants vivant dans des zones de conflit de haute intensité a augmenté de près de 10 %, avec 230 millions d'enfants. Ce chiffre devrait augmenter

¹ <https://www.educationcannotwait.org/news-stories/press-releases/the-climate-crisis-disrupts-the-education-40-million-children-every>

considérablement en raison des conflits en cours, tels que ceux du Myanmar, du Yémen, de l'Éthiopie, de la Syrie et de la guerre en Ukraine².

L'Afghanistan et le territoire palestinien occupé ont été identifiés comme les deux pays où le nombre d'enfants tués ou mutilés est le plus élevé. En outre, le Moyen-Orient est la région où la proportion d'enfants et de jeunes vivant dans des zones de conflit est la plus élevée avec un tiers de la population des jeunes³.

À cela s'ajoutent 59,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 25,2 millions d'enfants de moins de 18 ans et 7,1 millions d'enfants et d'adolescents, dont beaucoup risquent de ne jamais retourner à l'école⁴.

Les catastrophes liées au changement climatique, notamment les cyclones, les inondations, les sécheresses et le choc thermique, ont touché de manière disproportionnée les pays du Sud et les membres les plus marginalisés des communautés. Quoi qu'il en soit, tous les enfants et adolescents, qu'ils soient scolarisés ou non, sont touchés par les crises climatiques, et leur nombre devrait augmenter de manière significative en raison des situations d'urgence en cours dans de nombreuses régions du monde. Il convient de mentionner que l'éducation d'un nombre non enregistré d'enfants et de jeunes a été dramatiquement affectée par les récents tremblements de terre en Turquie et en Syrie.

2. Le plan stratégique de la CME (2023-2027)

La Campagne mondiale pour l'éducation s'inquiète depuis longtemps du fait que les personnes vivant dans des situations d'urgence, y compris les réfugiés et les personnes déplacées, sont souvent exclues de l'éducation ou inscrites dans des systèmes parallèles. L'inégalité d'accès à l'éducation est grave parmi les personnes qui se déplacent à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales. Au cœur de l'Europe, les enfants aux résultats médiocres ne sont pas autorisés à fréquenter les écoles et, après une évaluation, peuvent être transférés vers des cursus alternatifs. Dans certains pays, les étudiants issus de l'immigration peuvent être inscrits dans des filières moins exigeantes, ce qui compromet leurs chances d'accéder à l'enseignement supérieur⁵.

Le plan stratégique de la CME inclut l'éducation dans les situations d'urgence comme un domaine crucial de notre travail. Nous avons mené une campagne mondiale en faveur de l'éducation dans les situations d'urgence avec #ProtectEiENow, touchant plus de 75 000 personnes sur les plateformes de réseaux sociaux. Le projet « Voix sur le terrain » a été mis en œuvre dans quatre pays. Avec le soutien de journalistes locaux, la CME a recueilli des témoignages sur les défis auxquels sont confrontées les communautés et les coalitions nationales pour jouir et protéger le droit à l'éducation dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

² GCPEA. Attacks on education and military use of education facilities in Ukraine in 2022. February 2023

³ <https://www.warchildholland.org/news/number-children-in-war/>

⁴ Pérez Murcia, Luis Eduardo. El derecho a la educación y la acción humanitaria. Entreculturas. 2020

⁵ Global Campaign for Education (2019). Between moving backward and moving forward towards achieving SDG4. Spotlight Report for the High-Level Political Forum. Johannesburg

Notre plaidoyer commun à l'échelle mondiale porte sur l'éducation dans les situations d'urgence et de crise :

- Planification et budgétisation de l'éducation sensibles aux crises et inclusives
- Sûreté, sécurité et protection de l'école (soutien psychosocial et apprentissage socio-émotionnel)
- Espace/voix des étudiants, des parents, des enseignants et de la société civile dans la réponse
- Éducation pour les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les rapatriés, les demandeurs d'asile, les migrants et les apatrides

La CME demande aux gouvernements et aux décideurs à tous les niveaux :

1. Assurer la sécurité et la protection des écoles

- Adopter et faire appliquer la déclaration sur la sécurité à l'école
- Maintenir l'ouverture des écoles en toute sécurité dans toute la mesure du possible tout en assurant la sûreté, la sécurité et la protection (soutien psychosocial et apprentissage socio-émotionnel).

2. Donner la priorité à un financement, des cadres politiques et une planification adéquats pour l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées.

- Planifier et budgétiser l'éducation à tous les niveaux en tenant compte des crises et de l'inclusion, afin que les écoles puissent atténuer activement les risques de crise et de catastrophe pour les apprenants dans toute leur diversité.
- Donner la priorité au financement de l'éducation dans les situations d'urgence en appliquant une approche fondée sur le lien entre le développement, l'aide humanitaire et la paix.
- Fournir des cadres politiques adéquats qui permettent le rétablissement de l'éducation après une catastrophe ou une crise

3. Renforcer les systèmes éducatifs, y compris la préparation locale et la planification des urgences

- Permettre un apprentissage à distance efficace lorsque des fermetures d'écoles sont nécessaires, en veillant à ce que les fractures numériques pour les apprenants dans toute leur diversité soient prises en compte.
- Mettre en œuvre des programmes d'aide sociale et de santé pour soutenir les enseignants et les apprenants dans les situations d'urgence, ainsi que d'autres mesures visant à favoriser leur bien-être matériel et émotionnel.
- Renforcer la coordination de la planification de l'éducation et de la réponse aux crises, en veillant à ce que la société civile, ainsi que les étudiants, les parents et les enseignants, participent activement aux processus de prise de décision et que la réponse soit localisée dans la mesure du possible.
- Mettre en place des réformes du système éducatif qui renforcent la résilience et la cohésion sociale au sein des établissements d'enseignement, des apprenants et des enseignants, ainsi qu'instaurer une plus grande confiance dans les systèmes et services éducatifs.

4. Investir dans les enseignants pour stimuler les réponses en matière d'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées

- Investir dans les enseignants pour qu'ils soient mieux équipés et préparés à enseigner aux apprenants les risques de catastrophes et le changement climatique, la santé, les droits de l'homme, les causes et les conséquences des conflits et la manière de vivre et d'interagir pacifiquement ; et pour soutenir la sécurité et le bien-être des apprenants et des collègues pendant et après une catastrophe.
- Reconnaissance des qualifications et rémunération équitable des enseignants travaillant dans des situations d'urgence.

5. Protéger les étudiants et leurs droits à l'éducation, à la liberté académique, à la liberté d'expression et au droit de réunion

- Garantir l'éducation des réfugiés, des personnes déplacées, des rapatriés, des demandeurs d'asile, des migrants et des apatrides dans toute leur diversité, sans discrimination ni préjugés conscients ou inconscients.
- Mettre en place des programmes pour les étudiants à risque et des programmes de protection temporaire pour les étudiants activistes menacés de persécution politique, afin de garantir le droit des étudiants et des élèves à poursuivre leurs études dans d'autres pays, grâce à des bourses, et soutenir leur retour en toute sécurité après la crise.
- Protéger les droits des étudiants à se réunir, à s'organiser et à exercer leur droit à la liberté académique et à la liberté d'expression.
- Soutenir le suivi de l'ODD 4 et le suivi des attaques contre les étudiants, les enseignants et les autres personnels, y compris les cas de répression violente des manifestations étudiantes qui ont lieu sur le campus ou en dehors.

La CME offre son soutien aux gouvernements pour les aider à atteindre les objectifs demandés.

3. Défis critiques

Les personnes handicapées et les filles sont très affectées par les situations d'urgence, et courent un plus grand risque d'exploitation, d'abandon scolaire et de détresse psychosociale. Les déplacements et les migrations sont des obstacles importants au droit à l'éducation qui affectent les pays du monde entier, qu'il s'agisse des pays à faible revenu d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale, des pays à revenu intermédiaire du Moyen-Orient et d'Amérique latine, ou des pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord. À la suite d'un déplacement, les enfants, les jeunes et les adultes ont toujours du mal à aller à l'école et à l'université, et leur manque de possibilités d'éducation se traduit souvent par des pièges de pauvreté à long terme et un gaspillage important d'aptitudes et de compétences pour le développement social⁶.

Malgré l'ampleur du nombre d'enfants, de jeunes et d'adultes actuellement laissés pour compte par les systèmes éducatifs, les réponses humanitaires ont tendance à se concentrer sur la

⁶Global Campaign for Education (2019). Between moving backward and moving forward towards achieving SDG4. Spotlight Report for the High-Level Political Forum. Johannesburg.

fourniture d'abris, de nourriture et d'installations sanitaires. L'éducation des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, des réfugiés et des demandeurs d'asile doit cependant faire l'objet d'une attention immédiate, non seulement parce qu'il s'agit d'un droit de l'homme fondamental pour tous, mais aussi parce que l'éducation améliorera leurs chances de se rétablir et d'être autonomes.

Les données disponibles révèlent que le sous-investissement et l'iniquité restent des défis majeurs dans le financement de l'éducation en situations d'urgence. Ces dernières années, les appels en faveur de l'éducation en situations d'urgence n'ont souvent reçu que 10 à 30 % des montants nécessaires, avec d'importantes disparités entre les pays et les régions. Selon le Financial Tracking Service (au 2 janvier 2023), le financement de l'éducation en situations d'urgence reçu pour les interventions de réponses aux crises de l'Afghanistan et de l'Ukraine en 2022 était plus important que celui reçu par l'ensemble des 27 appels d'Afrique et du Moyen-Orient⁷. Cela montre les déséquilibres et les inégalités importants qui se cachent derrière la distribution de l'aide et de la coopération au développement.

En 2021, le Fonds « Education Cannot wait » a alloué 143 millions de dollars aux bénéficiaires par le biais de ses trois modalités d'investissement : le Programme pluriannuel de résilience (PPR), la Réponse de première urgence (RPE) et le Mécanisme d'accélération (MA). ECW a approuvé six nouveaux PPR (Burundi, Irak, Liban, Libye, Pakistan et Soudan) et un PPR a été renouvelé (Bangladesh) pour un montant total de 121,2 millions de dollars ; 12 PCR (19 millions de dollars) ; et 13 nouvelles subventions de la FA (2,6 millions de dollars US). Avec ces allocations en 2021, ECW a élargi son portefeuille de subventions actives à un montant total de 495,8 millions de dollars⁸.

Lors de sa conférence de financement de haut niveau des 16 et 17 février 2023, ECW a demandé à la communauté internationale de lui fournir 1,5 milliard de dollars pour mettre en œuvre son plan stratégique 2023-2026 et renforcer les connaissances et l'engagement en faveur de l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées (EiEPC). Malheureusement, seule la moitié de la somme promise a été reçue.

Le changement climatique a un coût énorme pour le secteur de l'éducation. Les systèmes éducatifs ont un rôle clé à jouer dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Mais les besoins du secteur de l'éducation en matière d'action climatique sont presque invisibles dans les discussions sur le changement climatique. Des actions urgentes sont nécessaires pour « protéger le secteur de l'éducation contre le changement climatique » et pour être plus efficace dans les actions et les décisions liées au changement climatique⁹.

⁷ UNICEF Transforming education with equitable financing. New York, January 2023, p. 5

⁸ Education Cannot Wait. 2021 Annual Results Report. We have promises to keep. August 2022, p. 10

⁹ UNICEF. It is getting hot. Call for education systems to respond to the climate crisis. Bangkok, 2019, pp.6-7.

Les écoles sont les premières à être fermées et occupées ou mises à disposition pour abriter des sinistrés ou des équipes de secours, en cas de conflits, d'urgences naturelles ou climatiques ou même d'élections, ce qui réduit considérablement le temps d'apprentissage.

La CME devrait également appeler à la protection des locaux scolaires en toutes circonstances.

4. La voie à suivre

Dans ce contexte général, la Campagne mondiale pour l'éducation continue de plaider auprès des gouvernements et de la communauté internationale pour l'élaboration et la mise en œuvre de cadres globaux visant à garantir le droit à une éducation publique de qualité pour les personnes vivant dans des situations de conflit et de catastrophe, ainsi que pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les demandeurs d'asile et les réfugiés à travers le monde.

Des mesures spéciales devraient être prises en termes de financement pour répondre aux besoins éducatifs dans les contextes de catastrophes, d'urgence et d'après-conflit, y compris la reconstruction des installations scolaires et l'adaptation des écoles et de l'ensemble des systèmes éducatifs pour répondre aux besoins spécifiques des personnes déplacées, y compris la langue d'enseignement, l'adaptation des programmes au contexte culturel des élèves, et le soutien émotionnel et psychologique si nécessaire.

La CME souligne que l'éducation est un droit de l'homme universel et appelle les gouvernements à adopter des mesures en cas de catastrophe et à fournir une éducation pour tous dans des abris temporaires ainsi que des modalités d'apprentissage à distance, et à élaborer un plan global pour rouvrir les écoles lorsque les conditions météorologiques le permettent et planifier les futures situations d'urgence. Il s'agit notamment, comme le recommande la campagne #ProtectEiENow de la CME, de veiller à ce que la planification du secteur de l'éducation, les plans et budgets nationaux de l'éducation, intègrent des mesures de préparation aux situations d'urgence, en tenant compte des catastrophes liées au climat, qu'elles soient rapides ou lentes à se manifester.

La CME continuera également à rappeler à la communauté internationale que la coopération pour protéger et réaliser le droit à l'éducation de ceux qui vivent dans des contextes d'urgence peut être comprise comme une obligation morale et légale¹⁰. En conséquence, la CME appelle la communauté internationale à mobiliser des ressources financières et techniques pour aider les pays à reconstruire les infrastructures scolaires dans les zones touchées et à fournir un soutien d'urgence à ceux dont les possibilités d'éducation sont les plus affectées.

La CME et ses membres demanderont aux gouvernements et aux décideurs à tous les niveaux de:

¹⁰ Voir le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), articles 2, 22 et 23.

- Adopter et appliquer la déclaration sur la sécurité à l'école
- Planifier et budgétiser l'éducation à tous les niveaux en tenant compte des crises et de l'inclusion afin que les écoles puissent atténuer activement les crises et les risques de catastrophe pour les apprenants dans toute leur diversité.
- Donner la priorité au financement de l'éducation dans les situations d'urgence en appliquant une approche fondée sur le lien entre le développement, l'aide humanitaire et la paix.
- Fournir des cadres politiques adéquats qui permettent le rétablissement de l'éducation après une catastrophe ou une crise
- Maintenir les écoles ouvertes en toute sécurité dans toute la mesure du possible tout en assurant la sûreté, la sécurité et la protection (soutien psychologique et apprentissage socio-émotionnel).
- Permettre un apprentissage à distance efficace lorsque des fermetures d'écoles sont nécessaires, en veillant à réduire la fracture numérique pour les apprenants dans toute leur diversité.
- Mettre en œuvre des programmes d'aide sociale et de santé pour soutenir les enseignants et les apprenants dans les situations d'urgence, ainsi que d'autres mesures visant à favoriser leur bien-être.
- Renforcer la coordination de la planification de l'éducation et de la réponse aux crises en veillant à ce que les OSC, ainsi que les étudiants, les parents et les enseignants soient présents lors de la prise de décision et que la réponse soit adaptée au contexte local dans la mesure du possible.
- Mettre en place des réformes du système éducatif qui renforcent la résilience et la cohésion sociale au sein des établissements d'enseignement, des apprenants et des enseignants, ainsi qu'une plus grande confiance dans les systèmes et services éducatifs.
- Garantir l'éducation des réfugiés, des personnes déplacées, des rapatriés, des demandeurs d'asile, des migrants et des apatrides dans toute leur diversité, sans discrimination ni parti pris.
- Investir dans les enseignants pour qu'ils soient mieux équipés et préparés à enseigner aux apprenants les risques de catastrophes et le changement climatique, la santé, les droits de l'homme, les causes et les conséquences des conflits et la manière de vivre et d'interagir de

manière pacifique ; et à soutenir les apprenants et leurs collègues en toute sécurité et pour leur bien-être pendant et après une catastrophe.

- Reconnaître les qualifications et la rémunération équitable des enseignants travaillant en situations d'urgence.
- Mettre en place des programmes pour les étudiants à risque et des programmes de protection temporaire pour les étudiants activistes menacés de persécution politique, afin de garantir le droit des étudiants et des élèves à l'éducation dans d'autres pays.
- Protéger les droits des étudiants à se réunir, à s'organiser et à exercer leurs droits à la liberté académique et à la liberté d'expression.
- Soutenir le suivi de l'ODD 4 et les attaques contre les étudiants, les enseignants et d'autres personnels, y compris les cas de répression violente des manifestations étudiantes qui se produisent dans les établissements d'enseignement supérieur. Soutenir les politiques et lois liées à l'éducation suivies par l'UNESCO.

Pour exercer ensemble une pression en faveur du changement, nous prenons les engagements suivants :

- Participer systématiquement dans des groupes locaux pour l'éducation locaux, régionaux et mondiaux
 - Assurer un plaidoyer et faire campagne auprès des donateurs pour garantir un financement plus large et plus efficace dans le cadre du lien entre le développement, l'aide humanitaire et la paix.
 - Attirer l'attention sur les crises émergentes et oubliées et leurs effets sur l'éducation
 - Effectuer des recherches sur la manière dont le financement et le leadership en matière d'éducation permettent ou empêchent la préparation, la réponse et le rétablissement en cas de crise
 - Représenter systématiquement la voix des OSC dans les processus et les plateformes de l'initiative « Education Cannot Wait » sur l'éducation dans les situations d'urgence, en mettant l'accent sur l'égalité de genre et le rôle central de la protection.